

Réseau Chercheurs Népal

Compte-rendu rencontre ONG-chercheurs, Inalco, 9/02/2016

45 présents.

Rémi Bordes, *INALCO, président du Réseau Chercheurs Népal* :

Bienvenue à tous. L'objectif de la présente journée est, en faisant se rencontrer des univers qui se connaissent mal, d'apprendre les uns des autres, et si possible de susciter des collaborations.

Martine Bassereau, *ex-ambassadrice de France au Népal* :

Bilan assez pessimiste quant à l'action des autorités népalaises... 25 juin, grande conférence des donateurs, création d'un pot commun de 4,4 milliards USD en prêts ou dons. Mais par méfiance, peu de bailleurs les ont versés dans le *Prime Minister Disaster Relief Fund*. Création laborieuse de l'Autorité Centrale de Reconstruction, grevée par des enjeux politiques, qui a fini par voir le jour en janvier : la reconstruction officielle démarrera le 25 avril 2016. Situation de blocus et de marché noir qui profite au gouvernement. La réponse française au séisme a surtout consisté en une aide aux ONG déjà présentes, l'ambassade est intervenue pour faciliter l'intervention pendant le blocus.

Marie Lecomte-Tilouine, *anthropologue, CNRS, membre du collectif France Népal* :

Tempérer le dossier à charge contre les Népalais et leur gouvernement... Résumé historique de la situation depuis la seconde Assemblée Constituante, jusqu'à la nomination de Sushil Gyawali comme président de l'Autorité de Reconstruction et aux amendements de la Constitution qui ont entraîné la levée du blocus, sans toutefois vraiment répondre aux demandes des Madhesis.

Lors d'une visite récente aux districts de Dhading, Gorkha et Nuwakot, constatation d'une distribution égalitaire des 15000 Rs, et sensation d'une forte attente vis-à-vis des consignes des autorités, ainsi qu'une confiance dans le versement à venir (200000Rs par foyer, assorti d'un prêt).

Brigitte Steinmann, *anthropologue, Université de Lille 1* :

Grande importance des ONG népalaises, avec qui il faut renforcer la coordination. Les chercheurs se doivent de mettre en évidence la dimension politique de la reconstruction. Ne pas sous-estimer le traumatisme psychologique lié aux répliques, et l'importance d'apporter du soin pour y répondre.

Evocation des destructions subies dans les régions Kabhre Palanchok, Sindupalchock et des projets soutenus personnellement dans ces régions et à Ktm; souligne la nécessité de coordonner les associations qui ont des fonds et ne savent pas où les mettre... Appel aux ONG pour un projet mis en route dans la région de Dolakha. Invitation à renforcer les accord universitaires avec le Népal.

Ram Babu Dhakal, *représentant de l'ambassade du Népal en France* :

Budget alloué à l'Autorité de Reconstruction : 5 milliards NRs. La fin du blocus et des troubles va permettre l'aide de la part de l'Inde, voyage prévu du Premier Ministre en Inde dans 2 semaines. Maintenant qu'il y a une stabilité politique, le gouvernement peut se concentrer sur sa priorité, qui est la reconstruction.

Denis Blamont, *géographe CNRS, membre du RCN* :

Présentation du projet soutenu par le RCN à Salmé (Nuwakot), détruit à 90%.

- identification d'une ONG locale solide, l'organisation Sappros, membre de l'Association des Peuples des Montagnes du Monde.
- 1° préoccupation : créer un nouvel habitat, qui prenne en compte le parasismique tout en intégrant les fonctions traditionnelles de lieu social et religieux, de lieu de production ou de stockage, etc. et en répondant aux souhaits des habitants.
- 2° préoccupation : le long terme

- > éviter les sites dangereux pour reconstruire, l'urgence poussant souvent à ignorer les risques.
 - > tenir compte de la pression que la reconstruction va faire peser sur des milieux déjà fragiles pour puiser des matières premières
 - > accompagner le processus en proposant de nouvelles activités qui maintiennent les gens attachés au territoire : par exemple, l'écotourisme.
 - Question des fonctionnements locaux et des prises de décision, d'autant plus importante que les mécanismes de solidarités sont mis à l'épreuve par le séisme.
 - > Difficulté d'identifier les bons partenaires au sein des villages. A Salmé, pour contourner les divisions partisans, appui sur le Club de jeunes, « apolitique ».
 - > Problème du rapport des ONG népalaises avec les habitants : attitude généralement condescendante, en terrain conquis. Ne pas hésiter à les remettre à leur place.
 - > Nécessité d'écouter la parole des gens et de se plier à leurs fonctionnements.
- ==> le RCN est à même d'apporter des éclairages sur ces aspects qualitatifs : fonctionnement des réunions de village, de l'autorité, de la « palabre », etc.

Joëlle Smadja, *géographe, CNRS, membre du RCN* :

Versant de Salmé : exemple-type, précisément issu d'un ancien tremblement de terre, donc fragile. Nécessité de prêter attention à ce qui se passe dans les zones supérieures, car des secteurs peuvent se décrocher à nouveau, en particulier lors des moussons.

Leçon du passé : présence d'un large glissement de terrain à proximité, produit par un prélèvement massif de bois suite à un incendie ayant détruit le village dans les années 1970... Aujourd'hui, la route qui vient d'être construite suite au séisme traverse justement ce glissement et le déforeste donc à nouveau ! Danger.

Par ailleurs, le mode de chauffage ancien sans conduit d'évacuation des fumées préservait les poutres de la pourriture et des insectes, ainsi que les récoltes stockées à l'étage...

==> nécessité d'une approche globale de la situation.

Ludovic Jonard, *Architecture et Développement, Fondation de France* :

5 millions d'euros collectés par la Fondation de France, 10-20% alloués à l'aide d'urgence dans les premiers mois. Puis installation d'un bureau d'appui à la reconstruction, qui vise à donner du conseil et de l'encadrement technique à des initiatives locales.

Action dans la vallée de Melamchi (N. de Sindhupalchok), dans une région pas couverte par l'aide internationale, où les gens livrés à eux-mêmes ont fait face seuls à la période post-urgence, et à présent se préparent à reconstruire avec les moyens du bord. Soutien à 2500 maisons sur 3 ga.bi.sa.

Perte de l'héritage des bonnes pratiques depuis le TdT de 1934, et la main-d'oeuvre émigrée qui travaille sur du béton dans le Golfe revient avec de nouvelles mauvaises pratiques. Sur place, maisons en pierre de taille sèche, mais mauvaise solidité même dans le statique.

La recherche, l'information sont disponibles dans les bureaux, mais le problème n'est pas les connaissances, mais la mise en œuvre et le suivi.

==> démarche : assurer l'encadrement dans la durée, sans pour autant se substituer aux forces locales (position difficile...). 1° étape = programmation en amont : cartographie des risques et des usages. 2° étape = planification participative, avec ses difficultés. Parvenir à des plans d'aménagement multi-communautés sur 10-15 ans : usage du sol, irrigation, espace public, école, santé, etc.

Autre volet sur ce projet pilote : formation d'ingénieurs au diagnostic terrain, qui seront ensuite disponibles sur demande au bureau d'appui.

Marc Glass, *Groupe Energies Renouvelables, Environnement, Solidarité (GERES)* :

GERES est présente dans 9 pays sur 4 continents, dans la production d'énergies propres, l'efficacité et la sobriété énergétique, le changement climatique. Forte expérience en régions

froides (Asie Centrale et Ladakh), autour du principe de bâtiments solaires passifs (maisons, bâtiments publics, bâtiments agricoles). Phase de recherche et développement sur des chauffages performants réduisant les besoins en combustible et les émissions de particules fines. Expériences et expertises également dans des systèmes de cuisson. Pas d'expérience au Népal mais prêt à collaborer à des projets.

Philippe Garnier, CraTerre-ENSAG :

Dualité de CraTerre, à la fois ONG et laboratoire de recherche, international et pluridisciplinaire. Développe une méthodologie qui n'est pas centrée sur les matériaux, mais sur tout ce qui entoure l'habitat, sur les cultures constructives. Projets co-développés avec les populations dans une perspective d' « enabling ».

Principe post-désastre : un habitat parasismique n'est pas nécessairement un habitat qui reste debout, mais qui *épargne les vies* : dans cette optique, les pratiques locales sont pleines de ressources. Privilégier la réparation, le recyclage.

Projet à Haiti : recherche, expérimentation, formation, reconstruction de 3000 maisons et 2 écoles.

Au Népal : missions d'évaluation pour la Croix Rouge Suisse à Sindhuli et Dolakha, lancement d'un projet sur 3 ans avec Caritas Luxembourg à Dolakha, chantier-démonstration prévu avant la mousson 2016. Formations de formateurs, formateurs de maçons et charpentiers dans 20 VDC, puis de maçons 'semi-skilled' dans 180 wards, en s'appuyant sur les aspects parasismiques des architectures locales. En cohérence avec le curriculum posé par le gouvernement népalais, tout en focalisant sur les points du code de reconstruction qui sont spécifiques à la région. Volonté d'améliorer les conditions de vie, le confort ; également de prendre en compte les problèmes posés par la migration

Discussion générale

- Bernard Simonet, Association ANUVAM :

Projet dans un village du Solu-Khumbu : proposition de solutions avec des sacs de terre et des gabions, mais éliminés par les villageois. Et idée d'un projet plutôt communautaire, alors que les gens veulent plutôt refaire les maisons « individuelles »...

- Denis Blamont : la priorité n'est pas forcément la reconstruction directe, mais de s'assurer que les structures sociales sont là, que les gens sont prêts à un projet communautaire.

- Ludovic Jonard : nécessité de l'accompagnement sur le terrain pour que les gens intègrent les cadres réglementaires comme l'accès à des aides, l'ouverture de compte en banque, dépôt de permis de construire, etc. Le communautaire ou l'individuel ? Oui, tout à la fois, pas à pas.

- Marc Bouchon, Association française du génie parasismique :

Elaboration d'un manuel de construction traditionnelle, avec le problème de la compréhension et de l'appropriation par l'auto-constructeur. L'objectif est de réaliser une construction monolithique (le « paquet-cadeau »), qui fait face aux 3 forces antagonistes qui surviennent lors d'un séisme. Eviter les constructions hautes et élancées.

Dans un contexte villageois, travailler non pas avec des normes, mais des dispositions et des principes. Très bon artisanat de la pierre au Khumbu par exemple, mais éviter les trop grandes masses.

- Philippe Garnier : Importance du principe d'applicabilité, c'est-à-dire du lien entre la règle et la réalité du terrain. P. ex. imposer des règles urbaines dans un contexte rural présente un risque de créer des fragilités. Il faut prendre en compte les effets de sites et les effets topographiques. Observation : plus la construction est récente, plus elle se montre vulnérable...

- **Mathieu Ros**, *Solidarité Langtang* : importance de la mutualisation. L'association possède des bons contacts, des ressources (architectes) etc., mais la difficulté est la mise en œuvre.

- **Joelle Smadja** : Comment coordonner recherche et développement ? Est-ce que vous intégrez les travaux des chercheurs en amont, et comment ?

- **Jean Bourliaud**, *Association des Populations de Montagnes du Monde* :

Grand mouvement de solidarité dans les massifs montagnards. Grande disparité de situations dans les villages détruits : ceux qui ont de l'argent, de la main, d'œuvre, qui ont accès au matériaux, etc... et des calendriers établis dans la durée, et les autres. On observe de véritables stratégies dans la durée, y compris vis à vis du monde des ONG. Cependant, constat d'une certaine passivité pour répondre aux appuis, qui semble assez partagé. Comment le comprendre ?

- **Brigitte Steinmann** : il faut introduire un retour critique sur les modèles proposés/imposés dans les années 80, par exemple autour des toilettes, ou bien des écoles.

- **Marie Aquilino**, *École Nationale d'Architecture/UN Habitat* :

Importance de la grande échelle tout de même. Nous n'avons pas de solutions, mais nous apportons des moyens. Ensuite c'est l'Autorité de reconstruction et la plate-forme de coordination des ONG qui peuvent s'occuper de dicter les priorités, de donner les conseils, d'orienter les choix. Cette plate-forme fonctionne bien, important de rappeler que les ONG ne sont pas seules, qu'elles ont cet appui essentiel.

- **Dominique Cécile Varnat**, *Fondation Abbé Pierre* :

Question de l'argent ... le Népal n'étant pas très 'bankable' (35 millions d'euros pour Haiti, 5 pour le Népal !). Les médias ont rapidement oublié le pays, suggestion d'une conférence de presse le 25 avril.

- **Stéphanie Selle**, *Planète Enfants* : S'agit-il d'être une plate-forme des organisations françaises intervenant au Népal ?

- **Ram Babu Dhakal** :

L'Ambassade du Népal souhaite fédérer toutes les Françaises qui travaillent au Népal, pour une meilleure coordination. L'ambassade peut organiser une prochaine réunion.

Manque depuis de nombreuses années d'autorités locales stables, quand les élections auront lieu (dans quelques mois) ce sera plus facile de travailler.

- **Jeff Ospital**, *Acting for life* :

Quel est le statut de la présente réunion ? Acting for Life a une philosophie d'action qui vise au long terme, pour lutter contre la pauvreté et la réduction de l'exclusion, sur des projets d'amorçage. 54 millions d'euros de budget avec l'UE, pour une action structurelle à grande échelle. Présentement il faut définir une méthodologie d'approche (échelle ? thématique ? temporalité ?) et des objectifs...

- **Denis Blamont** : Le but de la présente réunion est plutôt la mutualisation, la rencontre. Question : quelles sont vos attentes vis-à-vis de la recherche ? Sur le site du RCN, carte de tous les chercheurs et mention de leur spécialité.

- **Ludovic Jonard** : Exemple d'un site dédié auquel Architecture & Développement participe : www.tsonepal.org

- **Philippe Garnier** : des rapprochements à encourager, sur des logiques de territoire, à 2 ou 3, sur des périodes plus ou moins longues. Une question importante : comment pérenniser les capacités que nous créons ?

- **Rémi Bordes** : Nota bene, le RCN tient à jour une liste d'interprètes népalais francophones que vous pouvez embaucher, nous consulter.

Discussion après-midi

15 présents.

Après un bref départ sur des points techniques, autour des cheminées d'évacuation, des eaux usées, des murs, etc., la discussion se recentre sur les perspectives.

Denis Blamont : Il faut prendre le temps du transfert d'expérience, amener les gens visiter des projets qui ont marché, de manière à ce qu'ils comparent, réfléchissent, et prennent des décisions en étant autant que possible éclairés.

Joelle Smadja : CraTerre, pouvez-vous nous en dire plus de votre expérience à Haiti ?

Olivier Molès : Première étape, faire en sorte que les gens fassent aussi bien qu'avant, leur redonner le savoir qu'ils ont déjà : d'abord en le leur faisant exprimer, puis ensuite en le validant par la recherche. Car souvent un élément a une pertinence technique au départ, puis il devient un détail esthétique, et les gens gardent l'esthétique en oubliant la pertinence technique, et se retrouvent à faire des erreurs.

Nécessité d'une reconnaissance des savoirs locaux dans les structures d'enseignement, de manière à ce qu'ils soient transmis à parts égales avec les techniques « modernes »

Bernard Simonet : On n'a pas beaucoup insisté sur le traumatisme psychologique, mais la reconstruction est aussi de cet ordre-là.

Denis Blamont : La sidération est un bon mécanisme de défense. Les gens ne sont pas forcément prêts à reconstruire la première année. L'urgence peut être un piège, car elle installe dans le provisoire.

Philippe Garnier : Un des critères de réussite de certaines ONG est le 'taux de décaissement', c'est-à-dire les sommes dépensées sur une période courte !

Denis Blamont : Il y a tout de même une difficulté dans certains contextes à mettre en valeur la construction vernaculaire lorsqu'il n'y en a plus.

Olivier Molès : Il faut distinguer ce qu'on peut faire avec de gros bailleurs, et ce qu'on peut faire avec les autres structures, dont les partenaires locaux. Cela dit, à Haiti, on était systématiquement en rapport avec les opportunistes qui n'avaient aucune représentativité. Cependant les communautés se sont souvent rebellées, ce qui a pu amener les ONG à revenir sur des projets qu'elles avaient quittés à cause des dérives.

Bernard Simonet : L'aide financière gouvernementale sera-t-elle conditionnée au respect du cahier des charges ?

Philippe Garnier : Il n'y a pas de situation unique, mais des cas où il y aura de blocages, d'autres qui seront plus souples... Des logiques à comprendre.

Olivier Molès : Au Pakistan, les premières années ce fut très strict, après 3 ans les règles se sont assouplies.

Julien Hosta : Problème de l'emploi massif de matériaux. En Haiti, où il n'y avait plus de filière bois, nous nous sommes permis d'importer du bois afin de former des charpentiers, tout en travaillant en parallèle sur la revitalisation de la filière. Possibilité au Népal de remplacer le bois par le bambou (du moins là où il n'y a pas de réticence culturelle), qui bien utilisé a une durée intéressante.

Puis une discussion autour de la reconstruction des canalisations dans la vallée de Ktm.